

# Salaires

En 2012, les salaires nominaux seraient aussi dynamiques qu'en 2011. Le salaire mensuel de base (SMB) augmenterait de 2,3 % après 2,2 % en 2011 et la hausse du salaire moyen par tête (SMPT) serait de 2,5 % en 2012, après 2,4 % en 2011.

Grâce à une inflation légèrement plus modérée en 2012 qu'en 2011, les salaires réels accéléreraient légèrement. En termes réels, le SMB augmenterait de 0,5 % en 2012 après +0,1 %. Le SMPT réel serait en hausse de 0,6 % en 2012, après +0,3 % en 2011.

Dans les administrations publiques, le SMPT nominal ralentirait en 2012 (+1,2 % après +1,8 %). Cette décélération se traduirait par un nouveau repli des salaires en termes réels (-0,7 % après -0,3 % en 2011).

## En 2012, les salaires nominaux augmenteraient au même rythme qu'en 2011...

Le salaire mensuel de base (SMB)<sup>(1)</sup> accélérerait très légèrement en 2012 : +2,3 % après +2,2 % en 2011 (cf. tableau). Les salaires continueraient d'être portés par la forte inflation observée en 2011. En particulier, la revalorisation du Smic fin 2011 et début 2012 (+2,1 % le 1<sup>er</sup> décembre 2011 puis +0,3 % le 1<sup>er</sup> janvier 2012), a été plus importante que celle de début 2011 (+ 1,6 % le 1<sup>er</sup> janvier 2011). De plus, le coup de pouce au Smic annoncé par le nouveau gouvernement

soutiendrait le SMB au second semestre 2012<sup>(2)</sup>. À l'inverse, la poursuite de la hausse attendue du chômage pèserait sur le pouvoir de négociation des salariés, et freinerait la progression du SMB.

Après le versement, fin 2011, de primes pour les salariés d'entreprises dont les dividendes avaient progressé, le SMPT aurait ralenti début 2012 (cf. graphique). Il serait aussi dynamique que le SMB au second semestre. Le SMPT augmenterait de 2,5 % en 2012, après + 2,4 % en 2011.

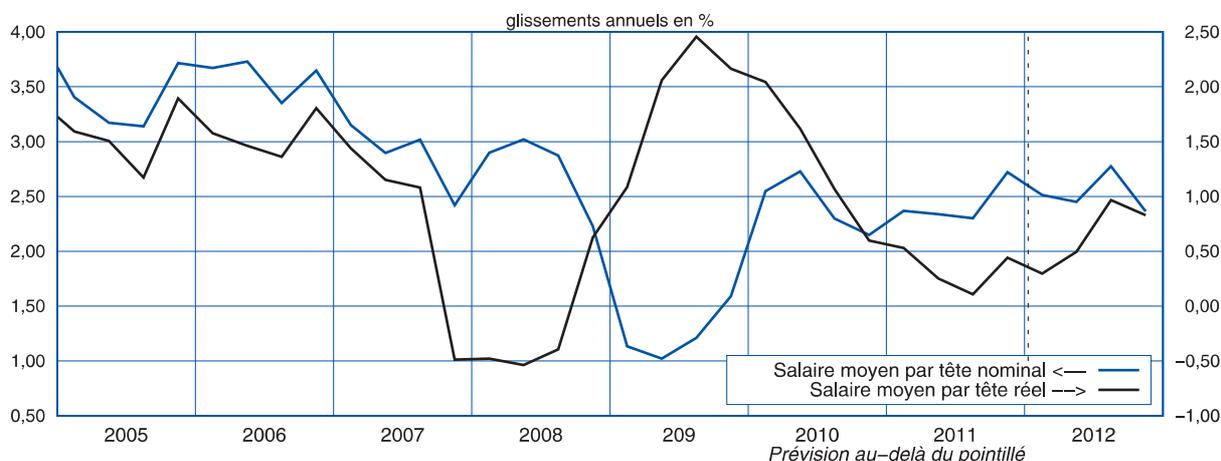
## ... et les salaires réels accéléreraient légèrement

En 2012, la baisse récente des cours des matières premières (cf. fiche « Prix à la consommation ») se diffuserait aux prix à la consommation et l'inflation baisserait. À court terme, l'ajustement des salaires à l'inflation se fait avec retard. Par conséquent, l'inflexion des salaires ne serait encore que très partielle en 2012 et les salaires réels accéléreraient. Le SMB réel serait ainsi un peu plus dynamique qu'en 2011 (+0,5 %, après +0,1 % en 2011), tout comme le SMPT réel (+0,6 % après +0,3 %).

(1) Pour une définition des termes SMB et SMPT, cf. lexique à la fin de la note : « Les mots de la conjoncture ».

(2) L'hypothèse retenue est un coup de pouce de 2 % au 1<sup>er</sup> juillet 2012. Il contribuerait au troisième trimestre à 0,1 point de hausse du SMPT.

## Évolution du salaire moyen par tête (SMPT), nominal et réel



Champ : Secteur marchand non agricole

Sources : Dares, Insee

### Les salaires réels dans les administrations publiques reculeraient

Dans la Fonction publique, la baisse des salaires réels s'accroîtrait en 2012. Il est supposé que, comme l'année précédente, le point d'indice serait gelé. En revanche, l'indice minimum de la Fonction publique a augmenté de 7 points en janvier (de 295 à 302) afin de suivre l'évolution du Smic. En outre, le dispositif de Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)<sup>(3)</sup> serait

reconduit en 2012 selon les mêmes modalités qu'en 2011. Au total, le SMPT des administrations publiques augmenterait moins en 2012 qu'en 2011 (+1,2 % après +1,8 %). En termes réels, le SMPT accentuerait son recul (-0,7 % en 2012 après -0,3 % en 2011).■

(3) La garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) 2012 est une indemnité qui concerne les fonctionnaires et les agents de l'État qui ont subi une perte de pouvoir d'achat entre 2007 et 2011.

### Évolution du salaire mensuel de base (SMB) et du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole et dans les administrations publiques

évolutions en %

Données CVS	Taux de croissance trimestriels								Moyennes annuelles		
	2011				2012				2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Salaire mensuel de base (SMB)	0,7	0,6	0,4	0,6	0,6	0,7	0,7	0,5	1,8	2,2	2,3
Salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole (SMNA)	0,7	0,7	0,4	0,9	0,5	0,6	0,7	0,5	2,4	2,4	2,5
Salaire moyen par tête dans les administrations publiques (APU)									2,0	1,8	1,2
Prix de la consommation des ménages (Comptes nationaux trimestriels)	0,8	0,5	0,4	0,6	0,7	0,2	0,2	0,3	1,1	2,1	1,9
SMB réel	-0,1	0,1	0,1	0,0	-0,1	0,4	0,5	0,2	0,7	0,1	0,5
SMPT réel (SMNA)	0,0	0,2	0,0	0,3	-0,2	0,3	0,5	0,2	1,3	0,3	0,6
SMPT réel (APU)									0,9	-0,3	-0,7

■ Prévission

Source : Insee

# Revenus des ménages

En 2012, le revenu disponible brut (RDB) des ménages ralentirait sensiblement (+1,3 % après +2,6 %). En effet, les revenus d'activité seraient moins dynamiques qu'en 2011 (+2,2 % après +2,9 %) et les prélèvements obligatoires accéléreraient (+6,6 % après +5,0 %). En conséquence, le léger ralentissement des prix de la consommation (+1,9 % après +2,1 %) ne suffirait pas à maintenir le pouvoir d'achat du revenu des ménages, qui reculerait de 0,6 % en 2012 (après +0,5 % en 2011).

## Les revenus d'activité ralentiraient en 2012

En 2012, les revenus d'activité reçus par les ménages seraient moins dynamiques qu'en 2011 (+2,2 % après +2,9 %, cf. tableau 1). La masse salariale notamment croîtrait à un rythme moins soutenu (+2,3 % après +2,9 %, cf. tableau 2) en raison de la dégradation du marché du travail. En

effet, l'emploi serait quasi stable en 2012 dans les branches marchandes non agricoles. En revanche, le salaire moyen versé par tête croîtrait légèrement plus vite en 2012 qu'en 2011 (+2,5 % après +2,4 %, cf. graphique 1), grâce notamment à la revalorisation du Smic en décembre 2011 et au coup de pouce annoncé pour juillet 2012. Les revenus des entrepreneurs individuels ralentiraient également (+1,5 % après +2,4 %).

Par ailleurs, les revenus de la propriété seraient stables en 2012 (+0,2 % après +3,7 %) tandis que l'excédent brut d'exploitation des ménages purs <sup>(1)</sup> ralentirait (+2,4 % après +3,4 %).

(1) L'excédent brut d'exploitation des ménages purs correspond aux loyers que les particuliers propriétaires de logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (dits alors loyers « imputés »).

Tableau 1

## Revenu disponible brut des ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012		2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100%)</b>	<b>0,6</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,6</b>	<b>1,3</b>
dont :									
Revenus d'activité (68 %)	1,3	1,3	1,6	1,3	1,1	1,0	2,3	2,9	2,2
Masse salariale brute (60 %)	1,3	1,2	1,7	1,3	1,1	1,1	2,3	2,9	2,3
EBE des entrepreneurs individuels <sup>(1)</sup> (9 %)	1,5	1,8	0,9	1,3	0,8	0,2	1,8	2,4	1,5
Prestations sociales en espèces (32 %)	1,4	1,3	1,7	1,6	1,4	1,9	3,2	3,2	3,2
EBE des ménages purs (12 %)	0,0	1,0	2,2	1,4	1,2	1,1	-0,4	3,4	2,4
Revenus de la propriété (10 %)	-0,7	1,2	2,7	0,7	-0,3	0,1	-0,9	3,7	0,2
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23 %)	3,1	0,0	3,8	2,4	2,2	6,4	2,5	5,0	6,7
Cotisations des salariés (-8 %)	0,9	0,9	2,1	1,5	0,8	2,1	1,9	3,3	2,6
Cotisations des non-salariés (-2 %)	1,8	1,0	0,6	1,2	0,8	0,6	3,1	1,7	1,6
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-14 %)	4,8	-0,8	5,4	3,2	3,3	9,8	2,8	6,6	10,1
<b>Revenus hors impôts</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>2,0</b>	<b>3,1</b>	<b>2,3</b>
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>2,1</b>	<b>1,9</b>
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>
<b>Pouvoir d'achat par unité de consommation</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,2</b>

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011.

(1) L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

## Les prestations sociales conserveraient leur dynamisme en 2012

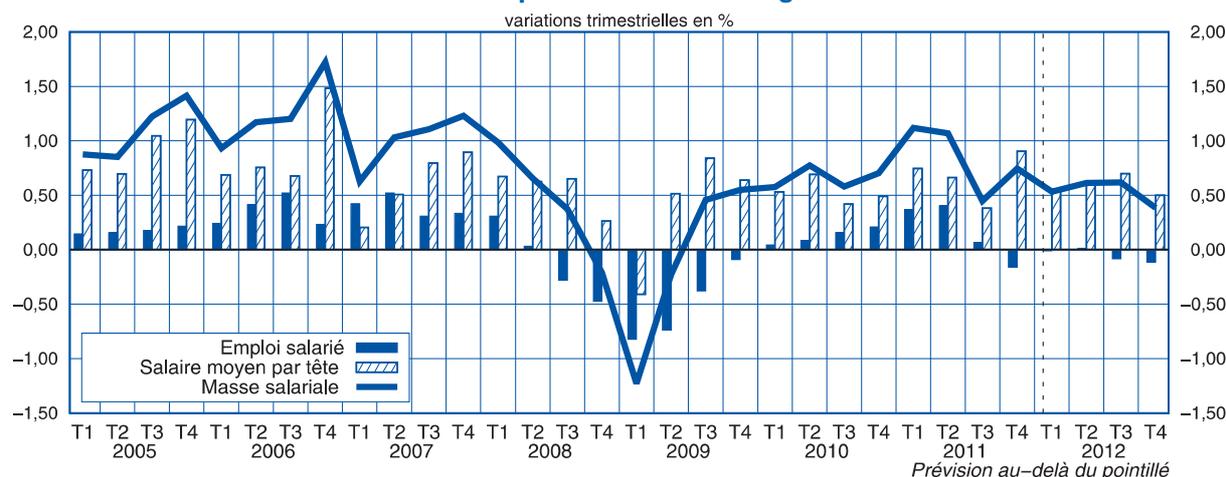
En 2012, les prestations sociales en espèces progresseraient au même rythme qu'en 2011 et 2010 (+3,2 %, cf. tableau 3). Les prestations de Sécurité sociale seraient aussi dynamiques qu'en 2011 (+3,4 % en 2012 après +3,3 %). Les prestations d'assurance maladie seraient freinées par la modification du plafonnement des indemnités journalières. Par ailleurs, la revalorisation des allocations familiales a été limitée à 1 % et n'est intervenue cette année qu'au 1<sup>er</sup> avril au lieu du 1<sup>er</sup> janvier les années précédentes. *A contrario*, les allocations chômage progresseraient plus rapidement en 2012 qu'en 2011 du fait de la hausse du nombre de chômeurs. La forte revalorisation de l'allocation de rentrée scolaire à l'été (+25 % soit 340 millions d'euros au second semestre) dynamiserait également les prestations au second semestre 2012.

Par ailleurs, les prestations d'assistance sociale accéléreraient en 2012 : +1,3 % après +0,4 %. Elles seraient soutenues par les revalorisations de l'allocation aux adultes handicapés (en avril et septembre) et par le dynamisme du revenu de solidarité active (RSA) et de l'allocation de solidarité spécifique (ASS).

## Des prélèvements obligatoires dynamiques en 2012

En 2012, les prélèvements obligatoires versés par les ménages accéléreraient (+6,7 % après 5,0 %), tirés par l'accélération des impôts sur le revenu et le patrimoine (+10,1 % après +6,6 %). En particulier, les recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) accéléreraient au second semestre avec la mise en œuvre des mesures déjà votées pour 2012 : désindexation du barème de l'IRPP, aménagement des dispositifs d'aide à l'investissement dans les équipements photovoltaïques, révision des modalités de

**1 - Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ concurrentiel non agricole**



Source : Insee

**Tableau 2**  
**De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages**

	évolution en %								
	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012		2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
Entreprises non financières (ENF) (67%)	1,2	1,5	2,2	1,4	1,2	1,2	2,3	3,7	2,5
dont : salaire moyen par tête	1,3	1,3	1,5	1,2	1,3	1,4	2,8	2,7	2,6
Entreprises financières (5%)	2,3	-0,7	-0,3	2,1	2,0	1,3	2,2	0,4	3,7
Administrations publiques (22%)	1,1	0,6	0,7	0,4	0,4	0,5	2,1	1,2	0,9
Ménages hors entrepreneurs individuels (2%)	1,9	0,5	0,9	1,2	1,0	1,0	3,0	1,8	2,1
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>2,3</b>
dont : secteurs concurrentiels non agricoles	1,2	1,3	2,0	1,4	1,2	1,1	2,2	3,4	2,5

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011.

Source : Insee

déclaration des revenus en cas de mariage ou de Pacs, réduction de certaines niches fiscales et instauration d'une contribution exceptionnelle sur les très hauts revenus. Par ailleurs, le renforcement de la taxation sur les plus-values immobilières et l'alourdissement de la fiscalité du capital contribueraient également au dynamisme des prélèvements obligatoires. Enfin, les autres impôts courants seraient soutenus par une contribution exceptionnelle, annoncée par le gouvernement, qui viendrait compenser la baisse du barème de l'ISF votée en loi de finances.

La croissance des cotisations salariales (+2,6 % en 2012 après +3,3 %) et non salariales (+1,6 % après +1,7 %) se modérerait légèrement, en lien avec le ralentissement des revenus d'activité. Elles seraient toutefois soutenues au second semestre par la suppression des exonérations relatives aux heures supplémentaires.

## Pouvoir d'achat en baisse en 2012

Affecté par le ralentissement des revenus d'activité et par la forte progression de l'impôt, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages décélérerait donc nettement en 2012 (+1,3 % après +2,6 %). Malgré une légère modération de l'inflation (+1,9 % après +2,1 %), le pouvoir d'achat du RDB serait en baisse en 2012 : -0,6 % après +0,5 %. Il reculerait (cf. graphique 2) au premier semestre (-0,3 %) comme au second (-0,6 %). Le pouvoir d'achat par unité de consommation, qui tient notamment compte des évolutions démographiques (cf. encadré), continuerait de baisser en 2012 : -1,2 % après -0,1 % en 2011. ■

### 2 - Pouvoir d'achat du revenu disponible et contributions

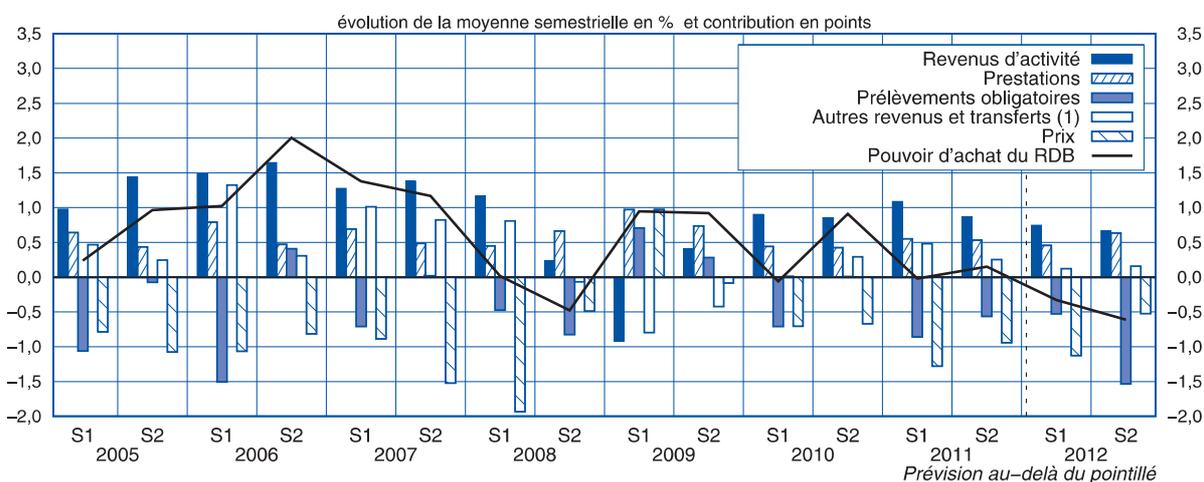


Tableau 3

### Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

évolution en %

	Moyennes semestrielles						Moyennes annuelles		
	2010		2011		2012		2010	2011	2012
	S1	S2	S1	S2	S1	S2			
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)</b>	1,4	1,3	1,7	1,6	1,4	1,9	3,2	3,2	3,2
Prestations de Sécurité Sociale (72%)	1,5	1,4	1,7	1,7	1,4	2,2	3,6	3,3	3,4
Prestations de régimes privés (7 %)	0,8	1,2	1,1	1,5	1,9	1,2	2,9	2,5	3,3
Prestations directes d'employeur (13 %)	1,2	2,0	2,8	2,1	1,6	1,5	2,9	5,0	3,5
Prestations d'assistance sociale (8 %)	1,1	-0,3	0,4	0,4	0,7	0,8	0,6	0,4	1,3
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,7</b>	<b>2,1</b>	<b>4,1</b>	<b>3,3</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100 %)	1,0	1,1	2,3	2,1	1,4	1,7	2,0	4,0	3,3
dont : Cotisations des employeurs <sup>(1)</sup> (63 %)	0,9	1,3	2,7	2,5	1,7	1,6	2,0	4,7	3,8
Cotisations des salariés (29 %)	0,9	0,9	2,1	1,5	0,8	2,1	1,9	3,3	2,6
Cotisations des non-salariés (8 %)	1,8	1,0	0,6	1,2	0,8	0,6	3,1	1,7	1,6

Prévision

Note de lecture : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2011.

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut

Source : Insee

### Encadré - Différentes mesures du pouvoir d'achat

Le revenu des ménages qui est présenté et analysé dans la *Note de conjoncture* représente l'ensemble des revenus perçus par la totalité des ménages. C'est en effet cette grandeur qui est pertinente au niveau macroéconomique, par exemple pour construire l'équilibre entre ressources (PIB et importations) et emplois (consommation, investissement, exportations...) ou pour prévoir le PIB. Cette grandeur doit être corrigée si on souhaite mesurer le pouvoir d'achat moyen des Français, de manière à tenir compte à la fois de la croissance du nombre de ménages et de l'évolution de leur composition. La correction la plus pertinente de ce point de vue consiste à diviser le revenu par le nombre d'unités de consommation en France. Ce concept permet de tenir

compte de la croissance démographique, mais aussi du fait que certaines consommations peuvent être partagées au sein d'un ménage (les appareils ménagers par exemple). Un ménage de taille importante réalise donc certaines « économies d'échelle » par rapport à un ménage de taille plus faible. En 2011, la croissance du nombre d'unités de consommation est de 0,6 % (par comparaison, la croissance du nombre d'habitants est de 0,5 % et la croissance du nombre de ménages est de 1,0 %).

Ainsi, en 2012, le pouvoir d'achat par unité de consommation reculerait (-1,2 % après -0,1 % en 2011). Par habitant, la baisse serait de 1,1 % et par ménage elle serait de 1,6 %.

# Consommation et investissement des ménages

Au premier trimestre 2012, la consommation des ménages a légèrement accéléré (+0,2 % après +0,1 %) : le rebond des dépenses en énergie, consécutif aux températures très basses en février a, en partie, compensé la baisse des achats de produits manufacturés, en particulier d'automobiles.

Le taux d'épargne des ménages aurait nettement reculé au premier trimestre 2012 pour s'établir à 15,8 %, après 16,2 % au quatrième trimestre 2011. Il baisserait de nouveau au second semestre pour terminer l'année à 15,1 %.

Au deuxième trimestre 2012, la consommation des ménages reculerait toutefois un peu plus que le pouvoir d'achat du revenu (-0,2 %). Les dépenses d'énergie progresseraient de nouveau, soutenues par des températures inférieures à la normale saisonnière en avril, mais les dépenses en produits manufacturés continueraient de reculer, notamment du fait d'une chute exceptionnelle des dépenses de textile-habillement-cuir. Elle serait ensuite quasi stable au second semestre (+0,1 % à chaque trimestre). En 2012 comme en 2011, la consommation des ménages progresserait seulement faiblement sur l'ensemble de l'année (+0,2 %), la baisse du taux d'épargne compensant le recul du pouvoir d'achat du revenu.

L'investissement des ménages a reculé au premier trimestre 2012 (-0,2 % après +0,3 %) et il continuerait de se replier sur le reste de l'année.

## Au premier trimestre 2012, rebond des dépenses en énergie

Au premier trimestre 2012, la consommation des ménages a légèrement accéléré (+0,2 % après +0,1 %, cf. tableau). Les ménages auraient nettement réduit leur taux d'épargne, qui s'élèverait désormais à 15,8 % (après 16,2 % au quatrième trimestre 2011).

Les dépenses en énergie, qui ont nettement rebondi au premier trimestre (+7,6 %), ont été le principal facteur de hausse de la consommation. Le contrecoup de leur forte baisse du quatrième trimestre 2011 (-3,6 %) a en effet été amplifié par la vague de froid de février. À l'inverse, les achats d'automobiles ont reculé au premier trimestre (-6,5 %), après avoir été temporairement soutenus au quatrième trimestre par des achats anticipés avant le durcissement du bonus-malus au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Les dépenses en textile-habillement-cuir sont restées dynamiques au premier trimestre (+0,6 % après +0,5 % au quatrième trimestre), de même que les achats de produits alimentaires (+0,3 % après +0,5 %). Au total, la hausse des achats en textile et en denrées alimentaires n'a pas

## Dépenses de consommation et investissement des ménages

	Évolutions trimestrielles en %												Évolutions annuelles en %		
	2010				2011				2012				2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Dépenses totales de consommation des ménages</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
dont :															
Agriculture (3 %)	-1,6	-0,3	0,3	0,0	0,8	0,0	-0,8	0,5	0,3	-1,1	0,4	0,1	-0,5	0,6	-0,3
Énergie (4 %)	7,7	-0,8	-2,9	3,5	-8,1	-3,4	3,2	-3,6	7,6	1,7	-3,0	0,0	4,9	-9,0	5,1
Produits manufacturés (43 %)	-1,1	0,0	1,6	0,9	0,5	-1,7	0,3	0,4	-0,5	-0,7	0,5	0,1	1,2	0,9	-0,7
Services (50 %)	0,3	0,4	0,3	-0,1	0,4	0,1	0,3	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0	0,8	0,4
Biens	-0,4	-0,1	1,1	1,1	-0,2	-1,8	0,5	0,1	0,2	-0,5	0,2	0,1	1,4	0,0	-0,2
<b>Consommation effective totale</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>
<b>Investissement des ménages</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>1,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,0</b>	<b>1,3</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,3</b>	<b>3,2</b>	<b>0,7</b>

Prévision

Source : Insee

compensé le recul des achats d'automobiles et les dépenses en produits manufacturés ont reculé au premier trimestre (-0,5 %).

La consommation de services, stable au quatrième trimestre 2011, est restée atone au premier trimestre 2012 (+0,1 %).

### **Le taux d'épargne des ménages français se replierait en 2012**

Face à la montée du chômage et à la dégradation de la situation économique, les ménages ont augmenté leur taux d'épargne entre 2008 et 2011, par précaution. Confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat en 2012, ils en amortiraient les conséquences sur les dépenses de consommation en réduisant leur taux d'épargne. Les mesures nouvelles de hausse des prélèvements obligatoires affecteraient en partie des revenus qui sont en général épargnés. Ainsi, les ménages auraient réduit leur taux d'épargne au premier trimestre 2012 de 0,4 point, à 15,8 % (cf. graphique 1).

Au deuxième trimestre, le taux d'épargne se redresserait légèrement car la consommation serait affectée par une chute exceptionnelle des dépenses de textile-cuir, tandis que le pouvoir d'achat ne reculerait quasiment pas. Le taux d'épargne se replierait à nouveau au second semestre, pour s'établir à 15,1 % fin 2012. En moyenne sur l'ensemble de l'année 2012, il s'établirait à 15,6 %, soit significativement au-dessous de son niveau moyen en 2011 (16,2 %).

### **Au deuxième trimestre 2012, la consommation reculerait**

La consommation totale des ménages reculerait au deuxième trimestre 2012 (-0,2 %, cf. graphique 2).

Sous l'effet de températures sensiblement inférieures aux normales saisonnières, les dépenses des ménages en énergie ont fortement

progressé en avril et la consommation en énergie serait donc encore en hausse au deuxième trimestre (+1,6 % après +7,6 %).

La consommation de produits manufacturés reculerait en revanche nettement. D'une part, les achats d'automobiles continueraient de baisser. Ils ont ainsi baissé de 2,0 % en avril par rapport à mars et leur acquis de croissance pour le deuxième trimestre s'établit à -0,5 %. D'autre part, les dépenses en habillement-textile-cuir se replieraient très fortement : elles sont en baisse de -8,2 % en avril par rapport à mars. La consommation alimentaire reculerait également au deuxième trimestre 2012 (-1,0 %), après avoir rebondi au premier trimestre.

Enfin, la consommation de services continuerait de progresser à un rythme limité au premier trimestre 2012 (+0,1 %).

### **Au second semestre 2012, la consommation serait atone**

Au second semestre 2012, la consommation des ménages croîtrait faiblement (+0,1 % à chaque trimestre), la baisse du taux d'épargne compensant le recul du pouvoir d'achat du revenu. La consommation de biens croîtrait ainsi faiblement, soutenue par une légère reprise des achats de textile à l'été et la consommation de services serait quasi stable.

Au total sur l'année, la consommation des ménages serait atone en 2012 (+0,2 % comme en 2011). Sa progression resterait bien inférieure au rythme moyen observé avant 2008 <sup>(1)</sup>.

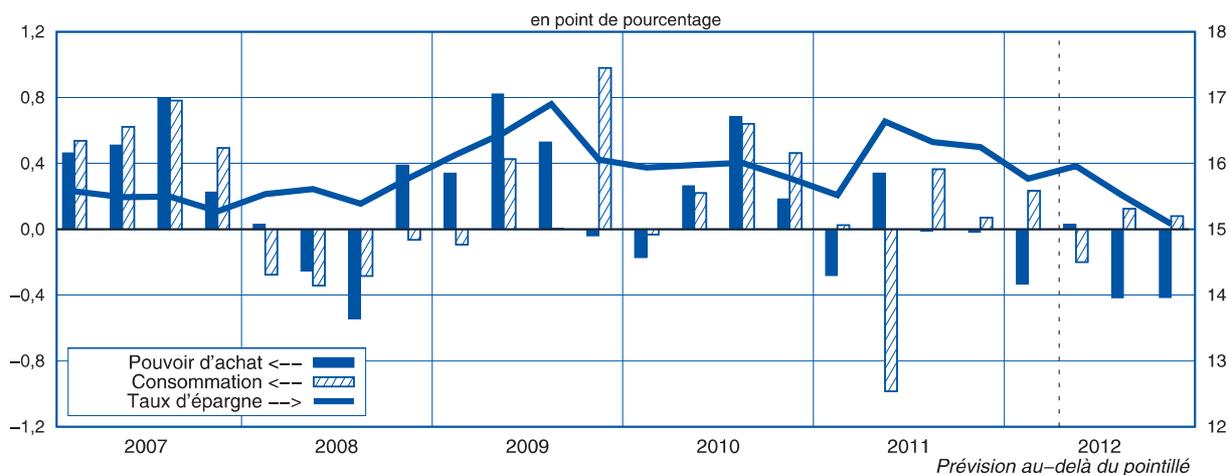
### **L'investissement des ménages stable**

L'investissement des ménages s'est replié au premier trimestre 2012 (-0,2 %). Au deuxième trimestre puis au second semestre, l'investissement des ménages continuerait de reculer légèrement, suivant la baisse tendancielle des mises en chantier de logement depuis fin 2011 (cf. graphique 3). Sur l'ensemble de l'année 2012, l'investissement des ménages décélérerait nettement (+0,7 %) après une année 2011 dynamique (+3,2 %). ■

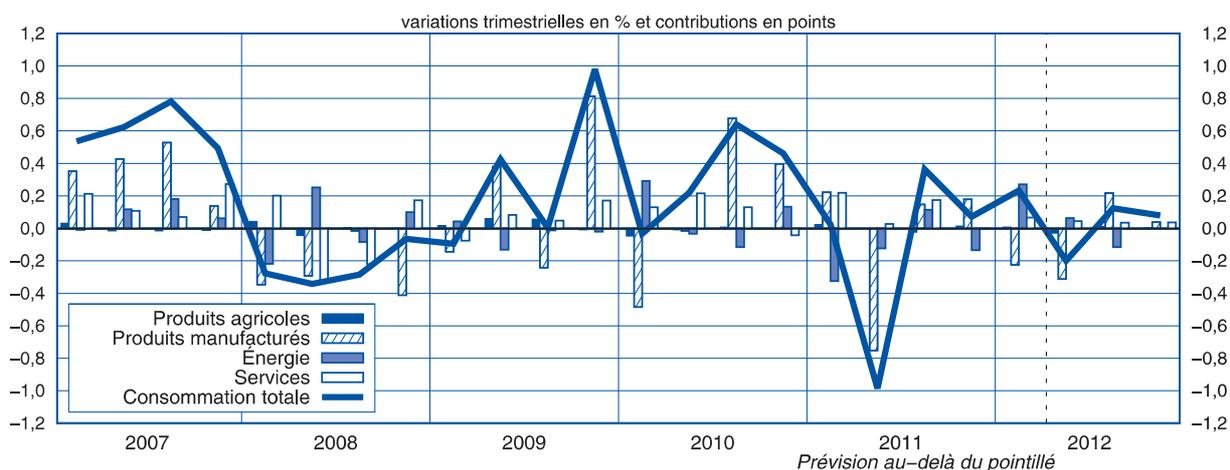
(1) +0,5 % par trimestre en moyenne entre 2000 et 2008, cf. dossier « La consommation des ménages dans la crise » dans cette Note de conjoncture.

# Conjoncture française

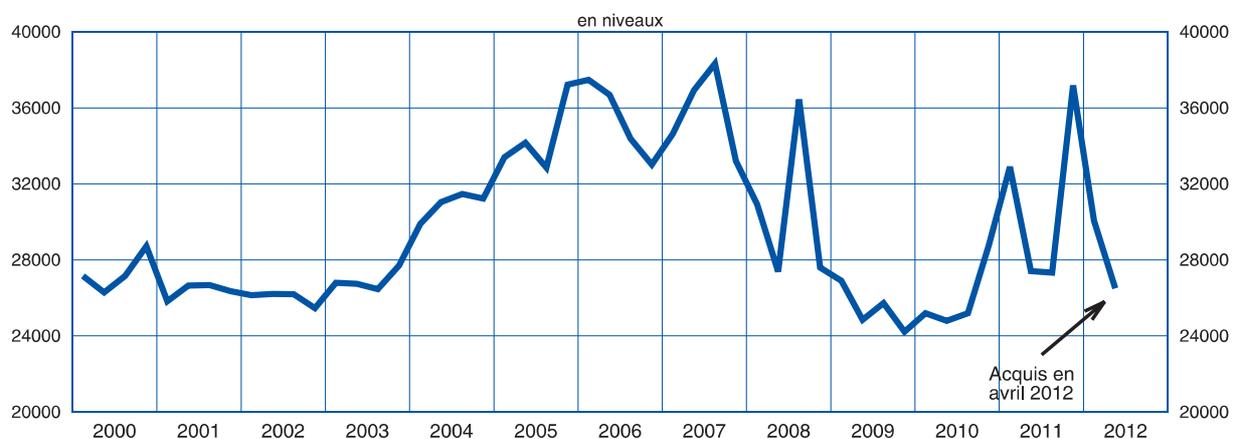
## 1 - Taux d'épargne et taux d'accroissement de la consommation et du pouvoir d'achat du revenu disponible brut



## 2 - Contributions des différents postes à la consommation trimestrielle des ménages



## 3 - Mises en chantier de l'ensemble des logements par trimestre



# Résultats des entreprises

En 2011, le taux de marge des sociétés non financières, mesuré au coût des facteurs, a reculé (-1,4 point). Les gains de productivité ont été limités et les termes de l'échange se sont nettement détériorés sous l'effet du choc pétrolier début 2011. De plus, les coûts salariaux ont augmenté en raison du dynamisme des salaires réels et de conditions d'exonérations de cotisations sociales employeurs moins favorables.

En 2012, le taux de marge se replierait de nouveau (-1,2 point). Il aurait déjà baissé au premier trimestre 2012 (-0,4 point à 28,7%), en raison principalement du relèvement du taux de TVA réduit dans les services et de la progression des prix de l'énergie.

Le taux de marge des entreprises continuerait de se détériorer légèrement aux deuxième et troisième trimestres, avant de remonter quelque peu en fin d'année. Les gains de productivité et la baisse du prix du pétrole soutiendraient le taux de marge jusqu'à la fin de l'année. A contrario, le relatif dynamisme des salaires réels pèserait sur les marges, particulièrement aux deuxième et troisième trimestres.

## Le taux de marge a fortement reculé en 2011

Tout au long de l'année 2011, le taux de marge des sociétés non financières a reculé : mesuré au coût des facteurs, il est passé de 30,6 % fin 2010 à 29,2 % un an plus tard (cf. graphique 1). Cette forte baisse résulte en premier lieu de la dégradation des termes de l'échange (contribution de -0,8 point à l'évolution annuelle). Les entreprises

ont ainsi supporté en partie le coût du choc pétrolier survenu début 2011. Ensuite, la hausse du salaire réel par tête a également contribué à éroder les marges des entreprises (contribution de -0,5 point). En outre, les cotisations sociales à la charge des employeurs ont pesé continûment sur les marges (-0,4 point), en raison de l'annualisation des allègements de charges sociales. Enfin, les gains de productivité sont restés limités sur l'année (cf. tableau).

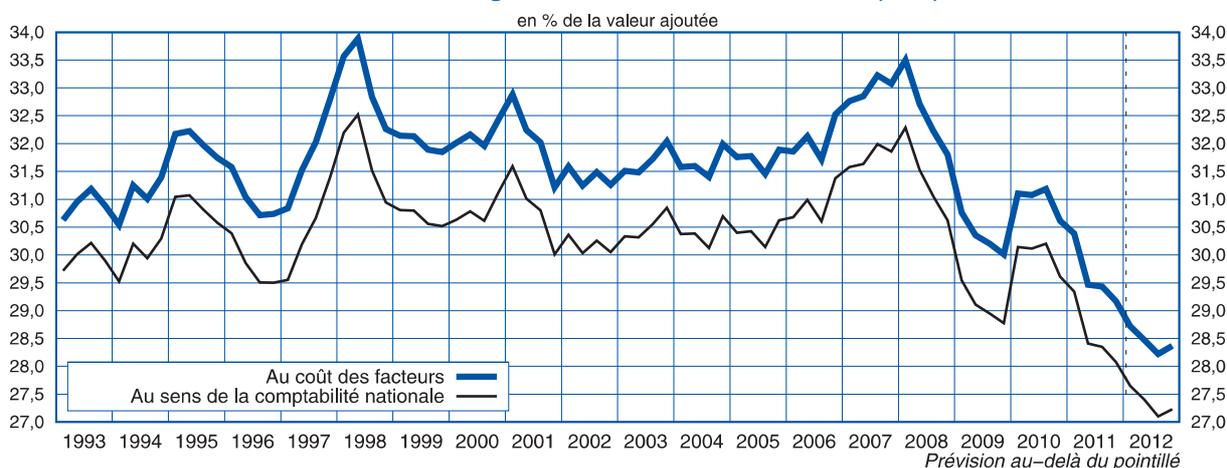
## Le taux de marge se serait de nouveau replié début 2012...

Au premier trimestre 2012, le taux de marge aurait continué de se replier (-0,4 point), sa sixième baisse consécutive (cf. graphique 2). Depuis la fin du troisième trimestre 2010, il aurait ainsi perdu 2,5 points. La baisse des salaires réels, mesurés avec les prix de consommation, en début d'année (cf. fiche « Salaires ») aurait favorisé la reconstitution des marges (contribution de +0,1 point). Mais, le relèvement du taux de TVA réduit dans les services et la progression des prix de l'énergie, début 2012, ont fait croître les prix de la valeur ajoutée moins vite que les prix à la consommation (-0,4 point de contribution). En outre, la productivité des entreprises a reculé au premier trimestre (contribution de -0,1 point).

## ... et se stabiliserait fin 2012

À l'horizon de la prévision, le taux de marge cesserait de se dégrader. Dans un premier temps, il reculerait de nouveau (-0,2 point) au deuxième

1 - Taux de marge des sociétés non financières (SNF)



trimestre, pour s'établir à 28,5 %. Il pâtirait notamment de la progression des salaires réels (contribution de -0,3 point).

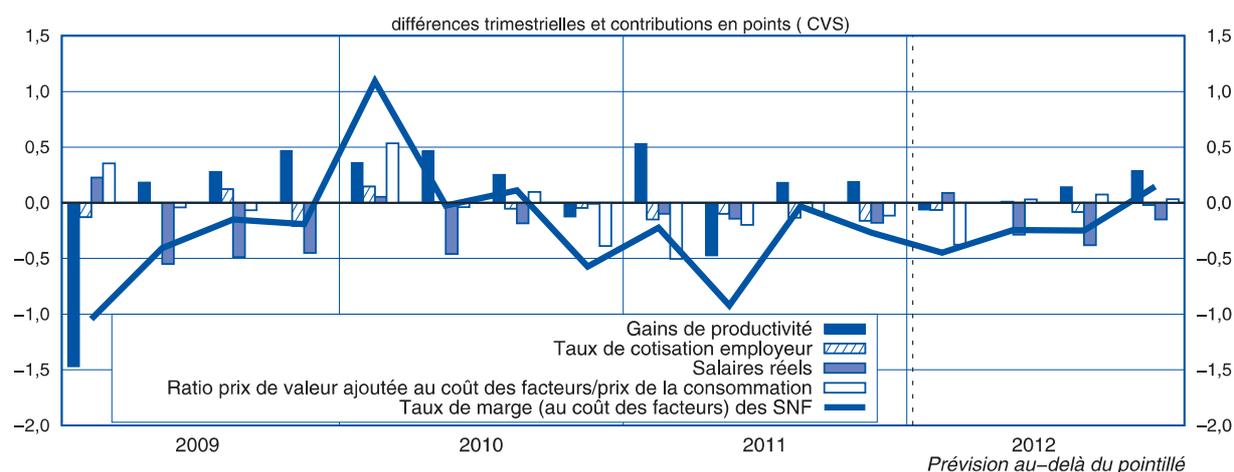
Au troisième trimestre, le taux de marge des entreprises reculerait à nouveau de 0,2 point. Il serait pénalisé par la hausse du forfait social sur l'intéressement et la participation annoncée par le gouvernement. Par ailleurs, les cotisations patronales seraient soutenues par la suppression des exonérations relatives aux heures supplémentaires. Les salaires versés seraient également soutenus par le coup de pouce sur le Smic (cf. fiche « Salaires »).

En revanche, au quatrième trimestre, le taux de marge progresserait légèrement et s'établirait à 28,4 % en fin d'année 2012. L'activité des entreprises non financières accélérerait légèrement alors que l'emploi marchand se replierait (cf. fiche

« Emploi »), et les gains de productivité seraient ainsi un peu plus soutenus (+0,3 point). Ils feraient plus que compenser la progression des salaires réels par tête (contribution de -0,2 point au quatrième trimestre).

Fin 2012, le taux de marge se situerait toujours à un niveau inférieur à celui de fin 2011, 2,8 points en dessous de son dernier pic du troisième trimestre 2010. ■

### 2 - Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs des sociétés non financières (SNF)



Source : Insee

## Décomposition du taux de marge des sociétés non financières (SNF)

en % et en points

	2010				2011				2012				2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Taux de marge (en niveau)<sup>(1)</sup></b>	30,1	30,1	30,2	29,6	29,3	28,4	28,3	28,1	27,6	27,4	27,1	27,2	30,0	28,5	27,3
<b>Variation du taux de marge</b>	1,4	0,0	0,1	-0,6	-0,3	-0,9	-0,1	-0,3	-0,4	-0,2	-0,3	0,1	0,9	-1,5	-1,2
<b>Taux de marge au coût des facteurs (en niveau)<sup>(2)</sup></b>	31,1	31,1	31,2	30,6	30,4	29,5	29,4	29,2	28,7	28,5	28,2	28,4	31,0	29,6	28,4
<b>Variation du taux de marge au coût des facteurs</b>	1,1	0,0	0,1	-0,6	-0,2	-0,9	0,0	-0,3	-0,4	-0,2	-0,2	0,1	0,7	-1,4	-1,2
<b>Contributions à la variation du taux de marge au coût des facteurs</b>															
<i>des gains de productivité</i>	0,4	0,5	0,3	-0,1	0,5	-0,5	0,2	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,3	1,3	0,5	0,2
<i>du salaire par tête réel</i>	0,1	-0,5	-0,2	0,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,1	-0,3	-0,4	-0,2	-1,1	-0,5	-0,5
<i>du taux de cotisation employeur</i>	0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,4	-0,3
<i>du ratio du prix de la valeur ajoutée et du prix de la consommation</i>	-0,1	0,0	0,1	-0,3	-0,4	-0,1	0,0	-0,1	-0,4	0,0	0,2	0,0	-0,2	-0,8	-0,4
<i>autres facteurs</i>	0,6	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,6	-0,2	-0,1

### Prévision

(1) Le taux de marge (TM) mesure la part de la valeur ajoutée qui rémunère le capital. Sa variation se décompose de façon comptable entre :

- les évolutions de la productivité (Y/L), avec Y la valeur ajoutée et L l'emploi, et du ratio du prix de la valeur ajoutée au prix de la consommation, ou termes de l'échange (Pva/Pc), qui jouent positivement,
- les évolutions du salaire réel moyen par tête (SMPT/Pc) et du taux de cotisation employeur (W/SMPT, où W représente l'ensemble des rémunérations), qui jouent négativement,
- d'autres facteurs : il s'agit d'un ratio du prix de la valeur ajoutée au coût des facteurs par rapport au prix de la valeur ajoutée au sens de la comptabilité nationale.

Cette décomposition est synthétisée dans l'équation suivante (cf. dossier de la Note de conjoncture de juin 2003) :

$$TM = \frac{EBE}{VA} \approx 1 - \frac{W \cdot L}{Y \cdot P_{va}} = 1 - \frac{L}{Y} \frac{W}{SMPT} \frac{P_c}{P_{va}}$$

(2) La valeur ajoutée au coût des facteurs s'obtient à partir de la valeur ajoutée brute en lui retirant les impôts sur la production nets des subventions d'exploitation. Le taux de marge (part de l'EBE dans la valeur ajoutée) au coût des facteurs est supérieur d'environ 1 % au taux de marge au sens de la comptabilité nationale. Dans la décomposition du TM ci-dessus, seuls les termes VA et Pva sont affectés par cette distinction.

Source : Insee

# Investissement des entreprises et stocks

L'investissement des entreprises s'est nettement contracté au premier trimestre 2012 (-1,4 %). Dans un contexte globalement peu favorable à l'investissement, celui-ci a également été freiné par des facteurs ponctuels affectant les achats automobiles et les travaux publics.

Avec la disparition de ces facteurs ponctuels, l'investissement cesserait de reculer à partir du deuxième trimestre, mais il ne ferait toutefois que se stabiliser. L'environnement demeure en effet peu porteur : l'appareil productif est peu sollicité et les conditions d'accès au crédit, qui s'étaient nettement resserrées fin 2011, sont restées quasi inchangées début 2012. Par ailleurs, les perspectives de demande resteraient peu favorables d'ici la fin de l'année. Sur l'ensemble de l'année 2012, les dépenses d'investissement des entreprises reculeraient (-0,3 % après +5,1 % en 2011).

Au premier trimestre 2012, la contribution de la variation des stocks à la croissance du PIB a été légèrement positive (+0,1 point après -0,3 point et -1,0 point aux troisième et quatrième trimestres 2011). La contribution légèrement négative des stocks de produits manufacturés a été plus que compensée par le stockage de produits agricoles. Au deuxième trimestre 2012, la contribution de la variation des stocks serait de nouveau légèrement positive du fait d'un moindre déstockage dans l'industrie manufacturière.

(1) Fin 2011, les achats d'automobiles ont rebondi, d'une part en rattrapage de retards de livraisons à l'été, liés aux difficultés d'approvisionnement en provenance du Japon, et d'autre part, du fait d'une anticipation du durcissement de certains dispositifs fiscaux en France au 1er janvier 2012.

## Au premier trimestre 2012, l'investissement des entreprises s'est nettement replié

L'investissement des entreprises non financières (ENF) connaît de forts à-coups depuis mi-2011. Après avoir rebondi au quatrième trimestre 2011 (+1,9 %), il a nettement baissé au premier trimestre 2012 (-1,4 %, cf. tableau 1). Les ENF ont, en effet, nettement réduit leur investissement en produits manufacturés (-4,5 % après +2,9 %). En particulier, les achats de matériels de transport ont chuté (-13,4 % après +10,0 %) par contrecoup de la forte hausse des achats d'automobiles fin 2011 (1). Les dépenses en biens d'équipement ont également reculé (-0,9 % après +0,6 %).

De même, les dépenses en construction ont subi un coup d'arrêt (-0,3 % après +0,8 %) du fait des jours de gel en février qui ont entraîné le report de certains travaux, notamment dans les travaux publics. En revanche, la hausse des dépenses en services s'est accentuée (+2,0 % après +1,5 %). Au total, le taux d'investissement s'est légèrement replié, à 18,8 % au premier trimestre 2012 (cf. graphique 1).

## L'investissement reculerait en 2012

Interrogés dans l'enquête trimestrielle d'avril, les industriels indiquent anticiper un ralentissement de leurs investissements en 2012. De même, dans les services, le jugement des chefs d'entreprises, interrogés en mai, sur leurs investissements passés et à venir se dégrade. L'investissement des ENF serait donc atone à l'horizon de la prévision. Il reculerait légèrement au deuxième trimestre (-0,1 %) puis serait stable au second semestre. L'investissement des ENF reculerait ainsi en 2012 : -0,3 % après +5,1 % en 2011. La progression des

Tableau 1

### Investissement des entreprises non financières (ENF)

variations aux prix chaînés de l'année précédente, en %

	Variations trimestrielles												Variations annuelles		
	2010				2011				2012				2010	2011	2012 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produits manufacturés (43 %)	3,9	5,6	3,3	2,2	2,6	0,3	-1,4	2,9	-4,5	-1,4	-0,6	-0,5	14,0	7,6	-4,5
Construction (28 %)	-1,9	0,3	-0,7	-0,9	1,2	0,9	0,9	0,8	-0,3	0,6	0,1	-0,1	-5,4	1,6	1,4
Autres (29 %)	2,5	7,4	2,9	0,4	2,0	-0,2	-0,7	1,5	2,0	1,0	0,8	0,8	8,8	5,4	4,1
<b>Ensemble des ENF (100 %)</b>	<b>1,6</b>	<b>4,4</b>	<b>1,9</b>	<b>0,8</b>	<b>2,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>1,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>5,9</b>	<b>5,1</b>	<b>-0,3</b>

Prévision

Source : Insee

investissements en construction (+1,4 % après +1,6 %) et des autres investissements (+4,1 % après +5,4 %) se modérerait. Les dépenses en produits manufacturés se replieraient de 4,5 % après avoir augmenté de 7,6 % en 2011. Fin 2012, le taux d'investissement s'établirait à 18,7 %, un niveau un peu inférieur à celui de fin 2011.

## Un environnement peu favorable à l'investissement

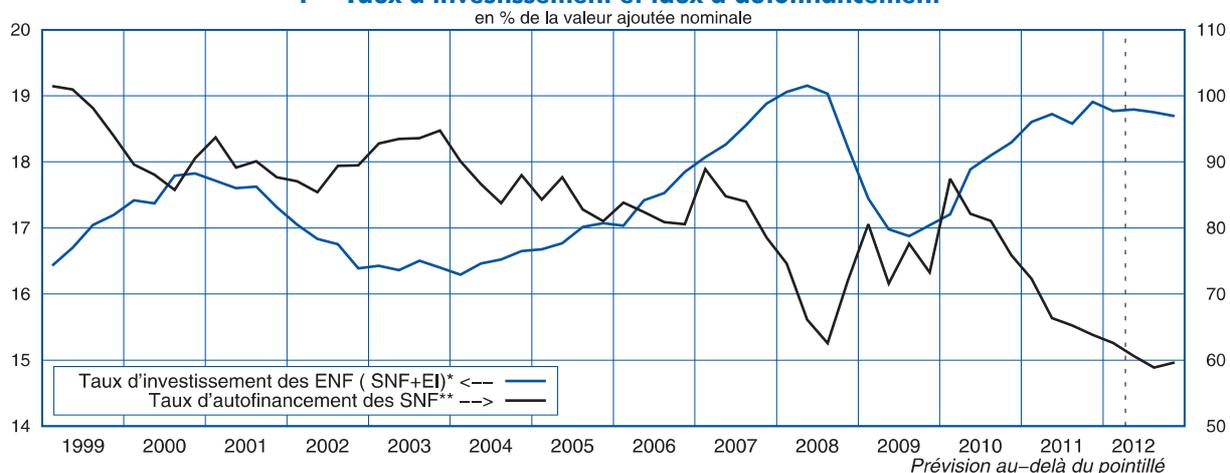
Les conditions globales de financement sont peu favorables : selon les banques, les conditions de crédit, qui s'étaient nettement resserrées fin 2011, sont restées quasiment inchangées au premier trimestre 2012 (cf. graphique 2). Par ailleurs, les tensions sur l'appareil productif restent faibles : le taux d'utilisation

des capacités productives s'établit à 80,9 %, un niveau inférieur à celui de 2011 (cf. graphique 3). En outre, les perspectives d'activité continuent de se dégrader. En effet, dans l'industrie les carnets de commandes se dégarnissent et dans les services la demande prévue demeure mal orientée.

## Les dépenses en produits manufacturés seraient stables

L'investissement des ENF en produits manufacturés continuerait de se replier d'ici fin 2012 : -1,4 % au deuxième trimestre puis -0,6 % et -0,5 % aux trimestres suivants. Les achats d'automobiles se replieraient de nouveau au deuxième trimestre, ainsi que le suggère la baisse des immatriculations des véhicules d'entreprises au début du deuxième

### 1 - Taux d'investissement et taux d'autofinancement

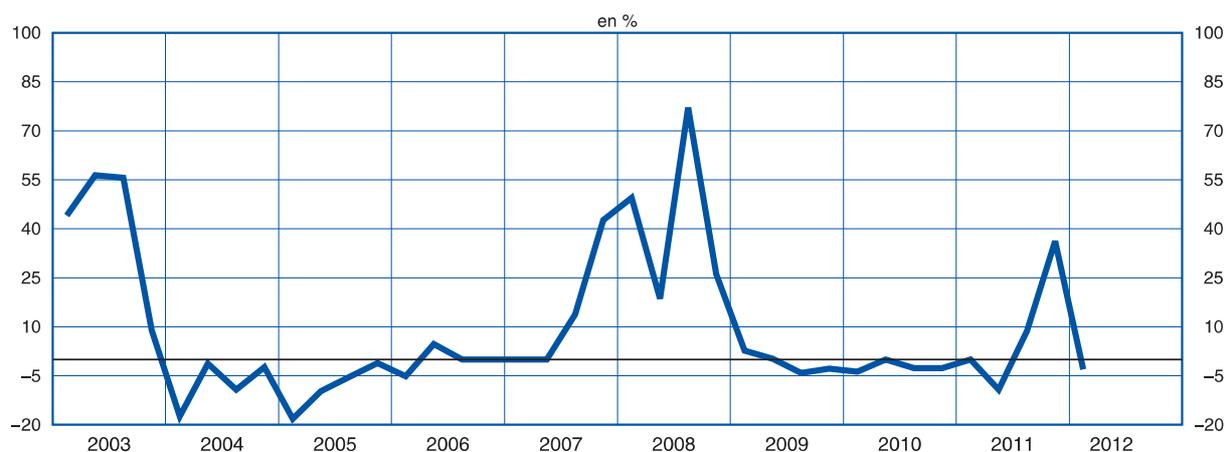


\* Le taux d'investissement est le ratio de l'investissement rapporté à la valeur ajoutée nominale.

\*\* Le taux d'autofinancement est le ratio de l'épargne des sociétés non financières rapportée à leurs investissements.

Source : Insee, Comptes trimestriels

### 2 - Critère d'octroi des crédits aux entreprises\*



\* Les critères d'octroi des crédits : solde net des réponses pondérées = durcissement- assouplissement.

Sources : Banque de France

trimestre 2012. De même, la baisse des dépenses en biens d'équipement, qui représentent près de 40,0 % des investissements en produits manufacturés, se poursuivrait : en mai, les grossistes interrogés dans les enquêtes de conjoncture signalent que les ventes et les intentions de commandes en biens d'équipement se dégradent.

### L'investissement en construction rebondirait temporairement au deuxième trimestre 2012

Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs interrogés en mai font part d'une dégradation récente de leur activité et n'envisagent pas d'amélioration dans les prochains mois. Ces anticipations sont cohérentes avec la baisse des mises en chantier observée début 2012. Dans les travaux publics en revanche, les entrepreneurs interrogés dans l'enquête de conjoncture d'avril anticipent une amélioration de leur activité dans les trois prochains mois. Le rattrapage des travaux publics, ajournés du fait de l'épisode de gel en février, soutiendrait en effet l'investissement en construction qui rebondirait au deuxième trimestre (+0,6 %). Il serait ensuite quasi stable sur le second semestre 2012 (+0,1 % au troisième trimestre 2012 puis -0,1 % au quatrième).

Le dynamisme des autres investissements, essentiellement en services informatiques et en activités spécialisées, scientifiques et techniques, se modérerait : +1,0 % au deuxième trimestre (après +2,0 % au premier trimestre), puis +0,8 % par trimestre au second semestre. Interrogés en mai, les chefs

d'entreprises de ces secteurs font en effet part d'une bonne tenue de l'activité sur les mois passés, mais de perspectives en repli.

### Les variations de stocks ont légèrement contribué à la croissance au premier trimestre 2012

Au premier trimestre 2012, la variation des stocks a légèrement contribué à la croissance du PIB (+0,1 point après -1,0 point au trimestre précédent, cf. tableau 2). L'accentuation du déstockage de produits manufacturés (-0,1 point) a été compensée par le stockage de produits agricoles (+0,1 point).

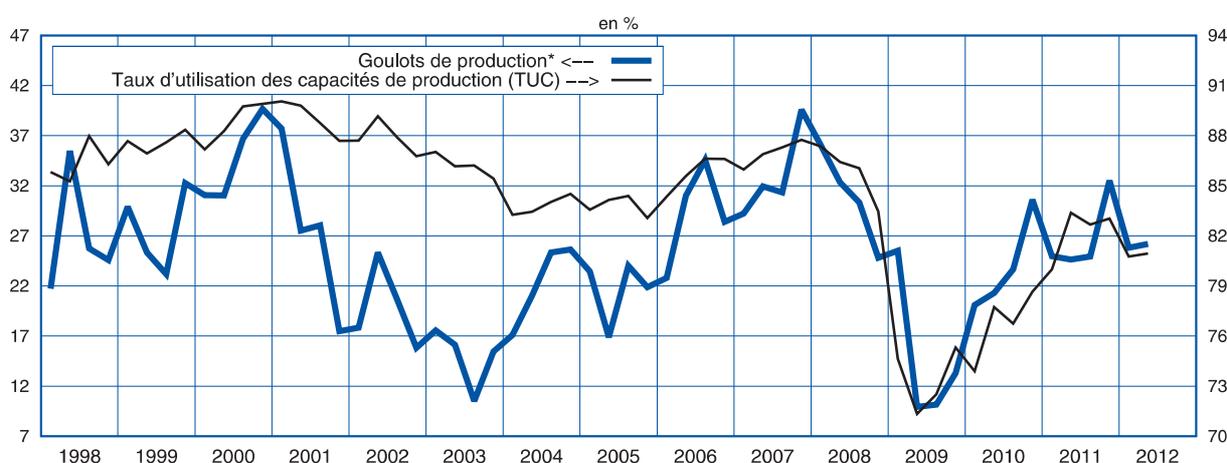
Pour l'ensemble des produits manufacturés, les niveaux des variations de stocks de produits manufacturés sont négatifs depuis deux trimestres. Au premier trimestre 2012, le déstockage de matériels de transport et des autres produits industriels a néanmoins perdu en intensité. En revanche, le déstockage de produits agroalimentaires et de biens d'équipement s'est accentué.

Le stockage de produits agricoles s'est également renforcé au premier trimestre 2012, en lien avec la contraction des exportations et la hausse de la production dans cette branche.

### Le déstockage de produits manufacturés faiblirait légèrement au deuxième trimestre 2012

La contribution des stocks à la croissance du deuxième trimestre serait légèrement positive (+0,1 point). Selon les enquêtes de conjoncture de mai 2012, les industriels jugent encore leurs

## 3 - Tensions sur les capacités de production de l'industrie manufacturière



\* Proportion d'entreprises qui, si elles recevaient plus de commandes, ne pourraient pas produire davantage avec leurs moyens actuels

Sources : Insee, enquête trimestrielle sur l'activité dans l'industrie

stocks assez hauts, en particulier dans l'industrie automobile où l'opinion sur les stocks est très au-dessus de sa moyenne de longue période. Le déstockage de produits manufacturés se

poursuivrait à un rythme toutefois un peu moins soutenu. Au deuxième semestre 2012, la contribution des stocks à la production serait nulle dans l'industrie manufacturière. ■

**Tableau 2**

### Contribution des variations de stocks à la croissance

*en point de PIB*

	Évolutions trimestrielles												Évolutions annuelles		
	2010				2011				2012				2010	2011	2012
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
<b>Produits agricoles et agroalimentaires</b>	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1
<b>Produits manufacturés</b>	-0,2	0,2	0,0	-0,1	1,1	0,0	-0,4	-0,9	-0,1	0,1	0,0	0,0	0,2	0,7	-0,9
<i>dont :</i>															
<i>Produits agroalimentaires</i>	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1						
<i>Cokéfaction et raffinage</i>	0,1	0,0	0,1	-0,2	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0						
<i>Biens d'équipement</i>	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1						
<i>Matériel de transport</i>	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,6	-0,1	-0,1	-0,4	0,1						
<i>Autres branches industrielles</i>	-0,1	0,2	0,0	0,1	0,2	0,0	-0,2	-0,4	0,1						
<b>Énergie, eau, déchets</b>	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
<b>Autres (construction, services)</b>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>TOTAL <sup>(1)</sup></b>	-0,3	0,2	0,2	-0,1	1,2	0,0	-0,3	-1,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,8	-0,7

Préviation

(1) Les variations de stocks sont y compris les acquisitions nettes d'objets de valeur.

Source : Insee

# Production

Au premier trimestre 2012, la production de biens et services n'a que faiblement progressé (+0,1 %), après un quatrième trimestre 2011 déjà peu dynamique (+0,2 %). L'activité dans l'industrie manufacturière a notamment enregistré un net recul (-0,8 %), sensible dans presque toutes ses branches.

L'indicateur du climat des affaires, qui avait nettement progressé en mars 2012 après plusieurs mois de baisse, s'est dégradé en mai pour retrouver un niveau comparable à celui de février.

Dans les enquêtes de conjoncture, les chefs d'entreprise indiquent que les perspectives de production restent mal orientées, tant dans l'industrie que dans les services. Ainsi, la production resterait peu dynamique : elle serait stable au deuxième trimestre 2012 (0,0 %), puis progresserait faiblement au troisième trimestre (+0,1 %) et au quatrième trimestre (+0,2 %).

Sur l'ensemble de l'année 2012, la production ralentirait nettement par rapport à 2011 (+0,4 %, après +1,9 %).

## La production resterait peu dynamique en 2012

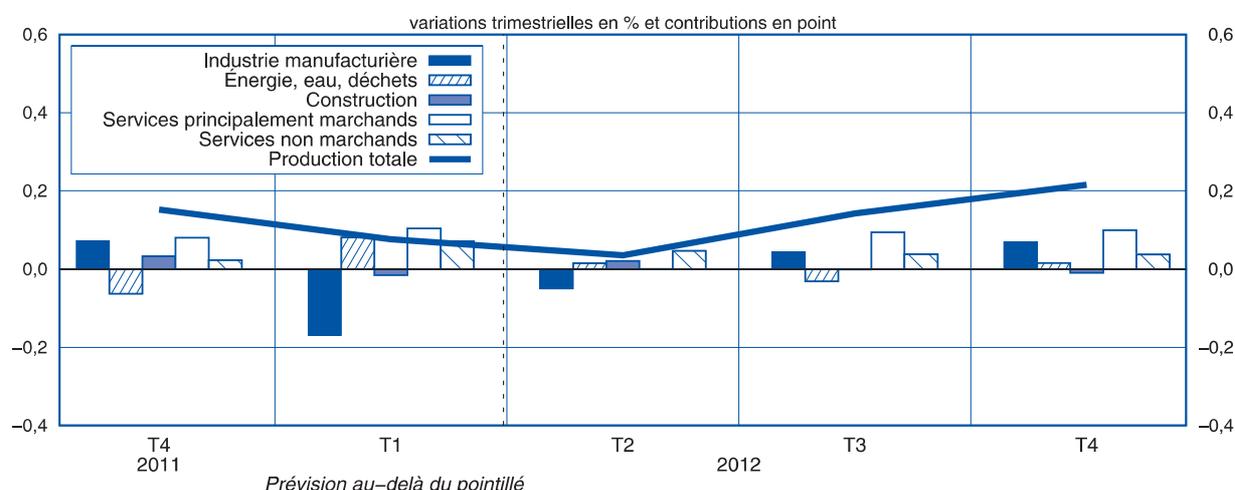
Au premier trimestre 2012, la production de biens et services a faiblement progressé (+0,1 % après +0,2 % au quatrième trimestre 2011). En particulier, la production manufacturière s'est

nettement repliée : -0,8 % après +0,3 % au quatrième trimestre 2012 (cf. graphique 1). Elle a notamment pâti d'un net recul de la production de la branche cokéfaction-raffinage, pénalisée par l'arrêt de plusieurs raffineries. La production a également diminué dans le commerce (-0,5 %), du fait de la baisse de la consommation des ménages en biens manufacturés au premier trimestre 2012. Dans la construction, la production (-0,2 %) a été freinée par les températures exceptionnellement basses en février. Cet épisode de froid a par contre bénéficié à la production de la branche énergie (+2,1 % après -1,6 % au quatrième trimestre 2011). La production dans les services marchands a également accéléré (+0,4 % après +0,1 %).

Au deuxième trimestre 2012, la production serait stable, dans le sillage d'une consommation et d'un investissement des ménages atones. L'indicateur du climat des affaires en France, issu des enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprise, s'est ainsi replié en mai pour retrouver son niveau de février (cf. graphique 2). Au second semestre 2012, la production croîtrait légèrement (+0,1 % au troisième trimestre puis +0,2 % au quatrième). Les perspectives d'activité demeurent en effet peu favorables dans l'industrie comme dans les services.

Au total, la production de l'ensemble des branches progresserait de +0,4 % en 2012, après une hausse de +1,9 % en 2011.

## 1 - Contributions sectorielles à la croissance de la production totale



Source : Insee

## Après un recul marqué au premier trimestre 2012, la production manufacturière repartirait lentement

La production manufacturière s'est nettement contractée au premier trimestre 2012 : -0,8 % après +0,3 % au quatrième trimestre 2011. Ce recul est d'abord imputable à la baisse de l'activité dans le secteur de la cokéfaction raffinage (-10,1 % après +3,4 %) en raison de l'arrêt de plusieurs raffineries. À une moindre échelle, la plupart des autres branches ont contribué au repli de la production manufacturière. Ainsi, le secteur de l'industrie agroalimentaire a vu son activité diminuer (-0,4 % après +0,4 %). De même, l'affaiblissement de l'activité dans le secteur des matériels de transport a été sensible (-0,3 % après +3,0 %). Quant au secteur des biens d'équipement, sa production a accusé un recul d'une ampleur identique à celle du trimestre précédent (-0,9 %). En revanche, le secteur des autres branches industrielles a retrouvé un peu de dynamisme (+0,2 % après -0,6 %).

Les industriels interrogés en mai 2012 font état d'une diminution marquée du volume des nouvelles commandes. Côté offre, les chefs d'entreprise restent pessimistes sur leur activité passée, le solde correspondant se situant encore en dessous de sa moyenne de longue période (cf. graphique 3). Les perspectives personnelles restent mal orientées et les perspectives générales, en nette détérioration, ont retrouvé leur niveau de février. La production manufacturière reculerait donc au deuxième trimestre 2012 (-0,2 % par rapport au trimestre précédent). La production manufacturière serait ensuite atone (+0,2 % puis +0,3 % par trimestre au second semestre), dans un environnement macroéconomique européen dégradé qui pèse sensiblement sur les carnets de commande des entreprises.

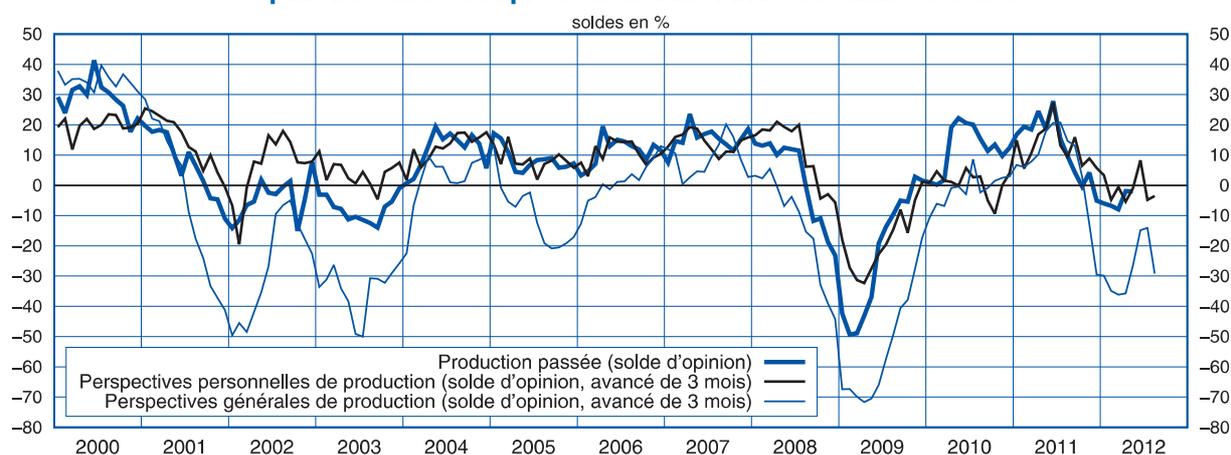
Après une croissance de +3,2 % en 2011, la production manufacturière reculerait en 2012 (-0,8 %).

### 2 - Indicateurs synthétiques en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



Source : Insee

### 3 - Opinion relative à la production dans l'industrie manufacturière



Source : Insee

### Dans la construction, l'activité rebondirait avant de subir un coup d'arrêt

Au premier trimestre 2012, la production dans le secteur de la construction s'est repliée : -0,2 %, après +0,4 % au quatrième trimestre 2011. Cette baisse provient à la fois d'un ralentissement de l'activité dans le bâtiment et de la chute de l'activité dans les travaux publics au premier trimestre 2012, en lien notamment avec la vague de froid enregistrée au mois de février. Par contre, la production dans le secteur de la construction bénéficierait d'un léger rebond au deuxième trimestre 2012 (+ 0,3 %). Toutefois, les entrepreneurs du bâtiment interrogés en mai, font part d'une activité peu dynamique (cf. graphique 4) et de carnets de commandes toujours jugés inférieurs à la normale. De plus, les mises en chantier de logements neufs diminuent depuis quelques mois. L'activité dans le secteur de la construction subirait ainsi un coup d'arrêt au second semestre : 0,0 % au troisième trimestre et -0,1 % au quatrième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année 2012, la production dans le secteur de la construction augmenterait de +1,0 %, après +1,5 % en 2011.

### Services marchands : l'activité serait moins soutenue au deuxième trimestre 2012

Au premier trimestre 2012, l'activité dans les services marchands hors commerce a augmenté de +0,4 % après +0,1 % au quatrième trimestre 2011. La production a accéléré dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien (+0,5 % après +0,1 % au

quatrième trimestre 2011). Elle a également accéléré dans l'information-communication (+0,9 % après +0,6 %). L'activité est restée dynamique dans les activités immobilières et financières (respectivement + 0,3 % et + 0,5 %, comme au quatrième trimestre 2011). Cependant, dans le transport et l'hébergement-restauration, la production a reculé (respectivement -0,2 % après -0,8 % et -0,3 % après -0,2 %).

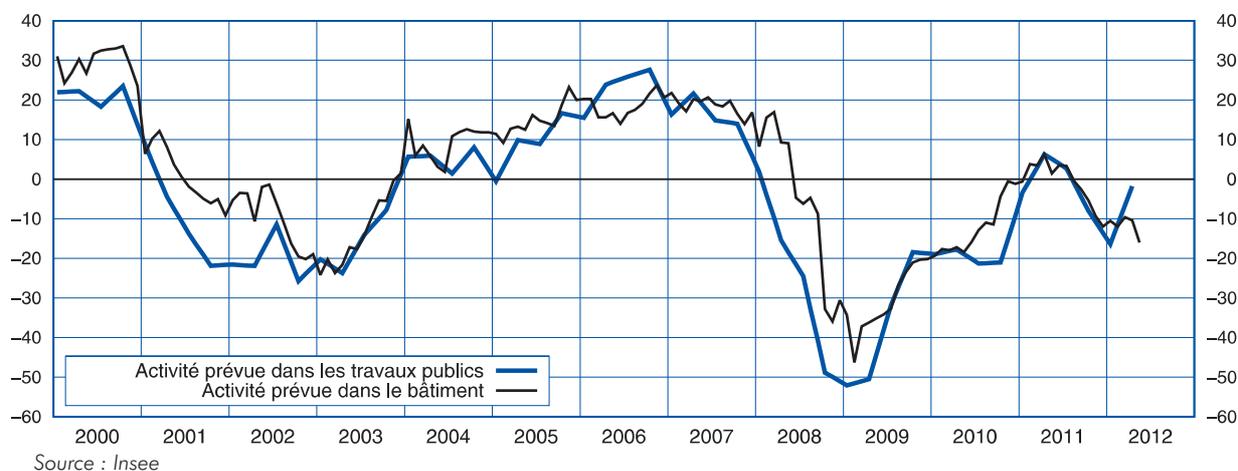
Au deuxième trimestre 2012, l'activité des services marchands hors commerce ralentirait (+0,1 % après +0,4 %). Elle garderait ensuite ce rythme de croissance faible : +0,1 % au troisième trimestre puis +0,2 % au quatrième trimestre. Selon les chefs d'entreprise, la conjoncture dans les services reste en effet dégradée ces derniers mois : l'indicateur synthétique du climat des affaires s'établit à 91 en mai (cf. graphique 2), bien en deçà de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs restent pessimistes quant à leurs anticipations de demande et d'activité.

Sur l'ensemble de l'année 2012, la production de services marchands hors commerce croîtrait de +0,8 %, après une progression de +2,3 % en 2011.

### Services principalement non marchands : l'activité resterait modérée

Dans les services principalement non marchands, l'activité a accéléré au premier trimestre 2012 (+0,5 %, après +0,2 % au quatrième trimestre 2011). L'activité ralentirait légèrement au deuxième trimestre 2012 (+0,3 %) puis poursuivrait à ce rythme jusqu'à la fin de l'année. Au total, la production de ce secteur augmenterait de +1,1 % en 2012, après une hausse de +0,2 % en 2011.

#### 4 - Perspectives d'activité dans la construction



### **Après un repli au premier trimestre 2012, l'activité commerciale retrouverait un peu de dynamisme en fin d'année**

L'activité commerciale s'est nettement repliée au premier trimestre 2012 (-0,4 % après +0,5 % au quatrième trimestre 2011). Cette dégradation reflète la contraction de la consommation des ménages en produits manufacturés au premier trimestre 2012 (-0,5 % après +0,4 % au quatrième trimestre 2011, cf. fiche « Consommation des ménages »).

L'activité se replierait de nouveau au deuxième trimestre (-0,3 %), la consommation des ménages en biens manufacturés poursuivant son recul. En effet, selon les entrepreneurs du commerce de gros interrogés lors de l'enquête de conjoncture de mai, le climat conjoncturel reste morose. Le solde d'opinion relatif à l'activité passée s'est replié en mai et retrouve un niveau proche de celui de janvier 2012. Par ailleurs, les intentions de commande restent peu dynamiques.

De même, dans le commerce de détail et l'automobile, le climat des affaires s'est replié en mai 2012 pour retrouver son niveau de début

d'année. Les intentions de commandes et les perspectives de ventes pour les mois à venir sont désormais assez défavorables, tant dans le commerce de détail que dans l'automobile.

La production retrouverait un peu de dynamisme au second semestre 2012 (+0,4 % et +0,3 % pour les troisième et quatrième trimestres), en lien avec le retour de la croissance de la consommation et des exportations.

### **La production d'énergie se replierait avant de redémarrer**

À la suite de la vague de froid de février, la production d'énergie a fortement progressé au premier trimestre 2012 (+2,1 % après -1,6 %). Les températures ayant été de nouveau très inférieures aux normales saisonnières en avril, elle croîtrait de nouveau au deuxième trimestre (+0,4 %). Elle reculerait par contrecoup et au troisième trimestre (-0,8 %) avant de se stabiliser en fin d'année (+0,4 % au quatrième trimestre). Au total, la production d'énergie croîtrait sensiblement en 2012 (+0,8 %) après s'être repliée de 3,9 % en 2011.

Sur l'année 2012, la production agricole croîtrait de +1,1 % après +2,2 % en 2011. ■